

STRATÉGIE

ET SI LA CROISSANCE NE REVENAIT PLUS ?

Les experts parlent de « stagnation séculaire ». L'Europe et la France sont-elles concernées par cette atonie durable ? Réponse des économistes

PAR SOPHIE FAY



Conférence de presse
du Président de la République

@elysee.fr

Mardi 14 janvier 2014

#ConfPR

L'été dernier, Jean-Marc Ayrault a douté. Et si la croissance ne revenait plus ? Que faire ? Le Premier ministre a consulté. Ses conseillers ont longuement rencontré Pierre Larouturou, fondateur du collectif Roosevelt 2012. Avec Michel Rocard, le philosophe Edgar Morin, l'humoriste Bruno Gaccio ou la sociologue Dominique Méda,

cet iconoclaste plaide pour un changement radical de modèle, faute de quoi la croissance se dérobera toujours. Chantre des 32 heures, de la transition énergétique, de la réduction des inégalités, il a écourté ses vacances pour rédiger une note à l'intention du chef du gouvernement, une trame pour un discours de politique générale, prô-

nant un « électrochoc ». Les stratèges de Matignon l'ont écouté avec intérêt... jusqu'au mercredi 14 août ! Ce jour-là, l'Insee a annoncé que la croissance du PIB tricolore avait atteint 0,5% au deuxième trimestre de 2013 (soit 2% en rythme annuel). Exit Larouturou. Le Premier ministre a été prié de remiser son discours alternatif par un président de la République convaincu que le cycle économique pouvait jouer en sa faveur. Depuis lors, hélas, l'activité n'a pas rebondi. Et les prévisions pour 2014 ne sont guère engageantes : un petit pour cent de croissance tout au plus. Du coup, François Hollande se voit contraint de prendre la main que lui ont tendue les dirigeants patronaux. Social-démocrate, voire social-libéral, le voilà qui assure que la baisse des charges et une politique de l'offre renforcée peuvent relancer la machine. A-t-il pris un tournant ? Pas vraiment, son objectif demeure toujours de doper le PIB ! Saint Graal...

Et si François Hollande se trompait ? Enfermé dans la « mystique de la croissance » (1), ne passe-t-il pas à côté du nouveau mal du siècle, la « stagnation de longue durée » ? Les Anglo-Saxons ont identifié le phénomène, baptisé *secular stagnation*. Et de Washington à Boston en passant par Londres, cette « stagnation séculaire » occupe tous les débats. Il ne s'agit plus seulement d'une sombre prédiction de quelques écolos décroissants. Le 16 novembre, devant un parterre d'experts réunis par le Fonds monétaire international, Larry Summers, ancien secrétaire au Trésor de Bill Clinton, ex-conseiller économique d'Obama, s'est rangé dans le camp de ceux qui redoutent une phase longue de croissance atone et de chômage fort. Pour lui, l'économie ne serait plus en crise, mais plongée dans un état stationnaire, et ce pour longtemps... Nostradamus ou Cassandre ?

La « stagnation séculaire » n'est pas un concept nouveau. Il a été inventé par l'économiste Alvin Hansen dans les années 1930, après la Grande Dépression. Et revient régulièrement dans le débat. Mais jusqu'à présent, la croissance a toujours fini par repartir, comme mue par une force endogène. Cette fois, c'est différent, assure Robert Gordon, professeur de l'université de Northwestern (Chicago) et théoricien de la *secular stagnation* actuelle. « Pour Gordon, les perspectives de croissance au XXI^e siècle ne peuvent pas atteindre celles du XX^e siècle. Les technologies nouvelles ont certes créé le smartphone, mais elles ne peuvent pas rivaliser avec les grandes innovations du XX^e siècle : aéronautique, électricité, air conditionné, tout-à-l'égout qui ont accompagné l'urbanisation de masse », explique Daniel Cohen, professeur à l'École normale supérieure et conseiller de la banque Lazard. Si on ajoute le vieillissement de la population, l'endettement massif des Etats et des particuliers, la montée des inégalités et l'inefficacité des systèmes de formation, le piège est implacable. Même si l'activité repart aux Etats-Unis (4,1% en rythme annuel au troisième trimestre), il ne faut pas se faire d'illusions. « Pour 99% des Américains, la croissance est dérisoire, constate Daniel Cohen, elle est captée par 1% de la population – Wall Street, Hollywood et la Silicon Valley pour faire court – sans aucun impact sur les autres. Ceux-ci doivent par ailleurs subir une hausse du coût de la santé, de l'éducation, entraînant un krach des classes moyennes américaines qui n'est pas résorbé. » Résultat, il ne peut y avoir de reprise de la consommation sans endettement, donc sans bulle financière... D'autant que les Etats-Unis créent proportionnellement moins d'emplois que l'Europe, course à la productivité oblige. « Aux Etats-Unis, depuis 2009, l'emploi ne progresse pas plus que la population en âge de travailler, constate en effet Jean Pisani-Ferry, nommé commissaire général à la Stratégie et à la Prospective (ex-Plan) par François Hollande. *Le taux de chômage n'est stable que parce que certaines personnes quittent le marché du travail. Depuis la crise, 10 millions de jobs ont été détruits.* »

L'Europe est-elle concernée ? Directeur des études économiques de la

banque Natixis, Patrick Artus sonne le tocsin depuis plusieurs mois. Lecteur attentif de Robert Gordon, il est convaincu que la croissance ne repassera pas le seuil de 2% comme le promettait le programme présidentiel du PS, ni même celui de 1,7% sur lequel Bercy comme Bruxelles fondent aujourd'hui leurs projections à moyen terme. Pour lui, le potentiel, c'est 0,8% pour la France et 0,5% pour la zone euro. Insuffisant pour faire refluer le chômage. « Ilya un ralentissement du progrès technique perceptible aux Etats-Unis comme en Europe, constate Patrick Artus. Les efforts de recherche et développement sont de moins en moins efficaces. Il faut dépenser plus pour déboucher sur des progrès techniques. Prenez la pharmacie : il faut aujourd'hui quatre fois plus d'argent qu'avant pour trouver une nouvelle

molécule. » Le salut peut-il venir d'internet ou des objets connectés, un point fort de la France ? « Même aux Etats-Unis, on n'a pas identifié les effets d'internet sur la croissance potentielle, écarte Artus. Alors les objets connectés... » Daniel Cohen le confirme : « La numérisation de la société détruit plus de valeur marchande qu'elle n'en crée, dans la presse par exemple. En outre, les innovations technologiques les plus spectaculaires se font dans le domaine médical. Or la santé ne sera jamais un bien comme un autre. »

tive de l'économie française s'aggrave. On a cinq fois moins de robots en France qu'en Allemagne. Il faut que cela change si on veut de la croissance. » Et sans augmenter la productivité – qui ne progresse pas assez depuis les années 1980 – pas de croissance. Et puis, une innovation de rupture peut toujours bouleverser les prévisions. Daniel Cohen renchérit. « Il faut distinguer la tendance de long terme et le cycle de court terme, explique-t-il. A court terme, il y a un potentiel de rebond qui dépend de notre capacité à résorber le sous-emploi. La France doit, entre autres, corriger son déséquilibre de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne, par la dévaluation fiscale [le transfert de charges des entreprises vers les ménages, NDLR], puisque la dévaluation monétaire est exclue. C'est à cela que le président prépare les Français. » Mais cette inflexion ne rassure guère Pierre Larrourou : « La rigueur salariale a profité à l'Allemagne, mais un tel sacrifice ne marche que s'il est fait par un pays seul au détriment des autres. Si tous s'y mettent, il n'y a plus de demande, on tombe dans une spirale infernale. » Aux yeux de l'économiste qui vient de fonder le parti politique Nouvelle Donne, la stagnation à l'échelle mondiale tient avant tout au recul de la part des salaires dans le partage des profits. Les promesses d'emploi du Medef ? « Yvon Gattaz, le père de Pierre, avait promis plus de 400 000 emplois en échange de la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, rappelle-t-il. On ne les a pas vus... »

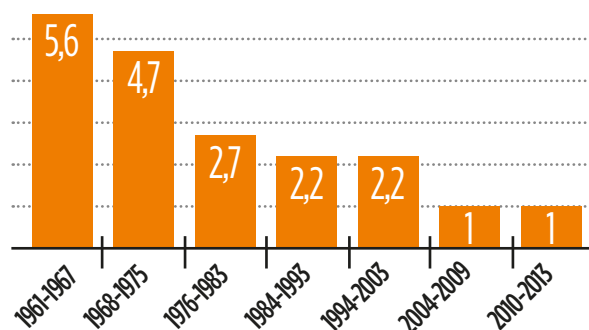
Le débat ne fait que commencer. Jean Pisani-Ferry, qui doit remettre son rapport France 2025 au président début février, en est convaincu : « Certains ne croient plus au retour de la croissance et d'autres soutiennent qu'il n'est pas souhaitable qu'il y en ait trop pour des raisons environnementales. Il faut prendre en compte tous ces doutes pour définir la politique économique », explique le commissaire général à la Stratégie et à la Prospective. En attendant, rendre l'Etat plus simple et plus léger et faire en sorte que la dépense publique – celle des hôpitaux, de Pôle Emploi... – soit plus efficace, comme le propose François Hollande, résonne comme une évidence. Que l'on soit de gauche ou de droite.

① « La Mystique de la croissance », de Dominique Méda (Flammarion)

LA CROISSANCE EN FRANCE DEPUIS 1960

Par cycle économique

SOURCE : INSEE ; CALCUL DE JEAN-MARC DANIEL



Le salut peut-il venir d'internet ou des objets connectés, un point fort de la France ? « Même aux Etats-Unis, on n'a pas identifié les effets d'internet sur la croissance potentielle, écarte Artus. Alors les objets connectés... » Daniel Cohen le confirme : « La numérisation de la société détruit plus de valeur marchande qu'elle n'en crée, dans la presse par exemple. En outre, les innovations technologiques les plus spectaculaires se font dans le domaine médical. Or la santé ne sera jamais un bien comme un autre. »

Dans ces conditions, le choix de politique économique que vient de faire François Hollande peut-il relancer l'activité ? Patrick Artus positive : « Le "pacte de responsabilité" répond à une spécificité française : l'effondrement des marges des entreprises, tombées au niveau de 1982. Sans marge, personne n'investit. Et la situation rela-